

Programme politique 20

La justice en fin de parcours

Sur 1000 € à dépenser, l'État en France en consacre 40 ... à la justice proprement dite, c'est-à-dire 4 % du budget national au fonctionnement du troisième pouvoir politique d'une démocratie. Car la justice, ses tribunaux comme leurs personnels, n'est pas un service public, comme la police, les prisons, l'administration sous toutes ses formes, mais bel est bien l'un des trois pouvoirs politiques qui, exercés librement car séparément, constituent, selon MONTESQUIEU, la base d'un état démocratique¹ : **le Législatif qui fait les lois, l'Exécutif qui les applique, le Judiciaire qui sanctionne les manques à la Loi.** Les augmentations du budget judiciaire dont l'actuel chancelier se vante, concernent uniquement le service public pénitentiaire et non la Justice *stricto sensu* ... Où est la démocratie dans un Etat quand le pouvoir législatif est devenu dans la plupart des cas un organe d'enregistrement et le pouvoir judiciaire est ainsi réduit à la portion congrue ?

Les délais démesurés faute de besoins humains que prend la justice pour être rendue et les pressions qu'elle subit pour être plus « performante » en fonction du chiffre qu'elle rapporte (les amendes ...), ont conduit Charlotte G., une jeune juge de 29 ans exerçant dans le Pas-de-Calais, à se suicider en d'août dernier. Cela a entraîné une forte émotion dans le milieu judiciaire et une non moins forte mobilisation de la profession : un pouvoir politique qui s'interroge sur sa réalité et se met en ordre de marche, au nom de la Fraternité pour un de ses membres sacrifié, cela doit interroger les Citoyens sur l'État dans lequel ils vivent ou qu'on les oblige à vivre : le désert judiciaire est comparable au désert médical que les Français subissent, même si un maire respectable et aujourd'hui disparu m'expliquait que les exigences de la justice voulaient qu'elle diminue son implantation sur le territoire national ...

Tel un lépreux abandonné au bord d'une friche inculte, je vois encore dans la Basse-Normandie, un ancien palais de justice, délabré, laissant choir ses beautés des années 1890 comme des oripeaux démodés et dont la commune ne savait que faire. Il est vrai que la population plus ou moins huppée de cette commune préfère le mensonge à la vérité comme je l'ai constaté en 2017, après les élections présidentielles de l'actuel quinquennat : la République y avait déjà baissé les bras.

Capitalismus delendus est.

¹ « Si ces trois pouvoirs ne fonctionnent pas séparément, alors le pouvoir arbitraire sera mis en place. » in *l'Esprit des Lois* (1748)